

Augmenter notre impact grâce à l'échange entre affiliés

17 – 18 NOVEMBRE 2022

Vingt et une organisations du secteur public et sept organisations de monitoring de la société civile de 13 pays se sont réunies à Barcelone, en Espagne, pour l'événement, *Affiliate Exchange for Impact*. En facilitant l'apprentissage et l'échange, cet événement a sensibilisé davantage à l'influence collective des acheteurs publics et à la manière dont elle peut être renforcée pour protéger les droits des ouvrier.e.s dans les chaînes d'approvisionnement mondiales. Ce document fournit un résumé expurgé des principaux points à retenir et peut être diffusé publiquement.¹

CÉLÉBRATION DES RÉALISATIONS

Electronics Watch et ses affiliés ont accompli beaucoup de choses au cours des dernières années. Cette session a mis en lumière une sélection de ces réalisations, résumées ci-dessous.

Croissance du nombre et de la diversité des affiliés

Electronics Watch compte 994 affiliés, dont 58 sont directement affiliés et 936 sont affiliés par l'intermédiaire d'un consortium d'achat, d'un réseau ou d'une autorité-cadre. Les affiliés représentent le secteur de l'enseignement supérieur, les organismes publics nationaux, régionaux et locaux de 11 pays et une organisation internationale. Rien qu'en 2022, 10 nouvelles organisations se sont affiliées à Electronics Watch. Cette croissance illustre la façon dont la commande publique peut être considérée comme un outil apprécié en ce qui concerne les aspects sociaux et environnementaux, et témoigne d'une volonté d'utiliser ce levier pour apporter un soutien aux ouvrier.e.s de la chaîne d'approvisionnement mondiale.

Impact sur la transparence

Les affiliés sollicitent des divulgations d'usine comme jamais auparavant, et les attributaires fournissent de plus en plus les données demandées. À ce jour, 50 affiliés ont sollicité des divulgations d'usine, y compris des consortiums d'achat au nom de leurs membres. Les données d'usine de niveau 2 sont de plus en plus courantes avec certaines marques, comme HP et Dell,

fournissant systématiquement des données de niveau 1 et de niveau 2. L'accroissement des divulgations nous a permis de relier plus de 400 modèles et composants de produits à des usines spécifiques.

L'accompagnement des affiliés

Au début de la pandémie, nous avons commencé à appeler et consulter individuellement les affiliés. Ceux-ci nous aident à comprendre les besoins individuels des affiliés et comment Electronics Watch peut adapter son soutien, notamment en identifiant des opportunités ciblées de coordination et d'apprentissage avec d'autres affiliés. Puis, en 2021, nous avons introduit *'Affiliate update'*, qui fournit chaque mois des informations à jour sur les activités, le développement organisationnel et les opportunités d'engagement. Avec nos rapports de monitoring plus détaillés, *'Affiliate Update'* renseigne sur le travail de diligence raisonnable des affiliés.

Outils et formation

Electronics Watch a développé un nouvel [outil de questions-réponses sur l'engagement des fournisseurs](#) afin de promouvoir l'intégration des questions de durabilité dans les dialogues existants avec les attributaires des affiliés, ou pour établir l'engagement

¹ Certains des documents liés sont confidentiels et ne sont accessibles que sur l'intranet de l'affilié.

des attributaires sur le développement durable, lorsqu'un dialogue régulier n'est pas déjà en place. Il s'agit d'un outil axé sur les processus qui aident à établir des relations avec les attributaires. Electronics Watch et ses partenaires ont également co-organisé six webinaires de la série « [Delivering Due Diligence in Public Procurement](#) ». Cette série a abordé différentes considérations relatives à la diligence raisonnable (c.-à-d. les pratiques d'achat, les remédiations, l'application de la loi, l'évaluation, la portée et le soutien à la mise en œuvre) et a souligné le lien entre l'efficacité des acheteurs publics dans la mise en application de la diligence raisonnable et de meilleurs résultats pour les ouvrier.e.s.

Expansion de la capacité de monitoring

Outre le fait de maintenir nos services existants de monitoring des conditions de fabrication en Chine, en Tchéquie, en Inde, en Indonésie, en Malaisie, au Mexique, aux Philippines, en Pologne et au Vietnam, nous avons étendu la portée géographique de ce travail à la Hongrie et à Taiwan. Cette dernière est essentielle pour l'industrie des semi-conducteurs, qui est un nouveau domaine d'intérêt. Electronics Watch a également étendu son monitoring au secteur minier en Bolivie (étain), en République démocratique du Congo (cobalt), en Indonésie et aux Philippines (nickel). Les minéraux et les semi-conducteurs sont des éléments importants pour les chaînes d'approvisionnement de l'électronique et des batteries. Nous effectuons maintenant des actions de monitoring dans 13 pays.

Formation au monitoring

Electronics Watch a dispensé une formation sur sa méthodologie de monitoring ayant pour moteur les ouvrier.e.s aux six nouveaux partenaires de monitoring, ainsi que sept formations supplémentaires pour les partenaires de monitoring existants.

Méthodologie de monitoring à distance

Le partenaire de monitoring *Economic Rights Institute* nous a aidés à développer une méthodologie de monitoring à distance qui a maintenant été testée dans sept usines en Chine. Elle permettra à Electronics Watch de poursuivre ses travaux dans des environnements peu sûrs et augmentera la base de données probantes utilisée pour hiérarchiser les objectifs de monitoring.

Conditions d'engagement avec la RBA

En 2021, Electronics Watch et la *Responsible Business Alliance (RBA)* [ont signé des conditions d'engagement](#) pour soutenir un travail structuré et cohérent avec l'industrie électronique afin de favoriser l'amélioration dans des cas concernant des usines spécifiques. Une version révisée des Conditions va être adoptée bientôt.

Les améliorations négociées comprennent un processus accéléré pour les cas urgents, un ensemble plus large d'outils d'enquête pour la RBA, une réunion entre le(s) partenaire(s) de monitoring d'Electronics Watch avant les audits ou les enquêtes de la RBA, une approche plus collaborative des mesures correctives et les conséquences des retards.

Engagement direct des attributaires

L'utilisation par les affiliés de lettres exprimant leurs préoccupations a contribué à faire avancer le processus de remédiation dans plusieurs cas, en particulier lorsque le processus avec la RBA a été bloqué.

En voici trois exemples: 1) un cas en Tchéquie, où un engagement direct a conduit à des améliorations dans 11 domaines relatifs au Code d'Electronics Watch, notamment un accès considérablement amélioré des syndicats aux ouvrier.e.s ; 2) un cas en Pologne, où l'engagement direct des affiliés a permis de remédier à la discrimination à l'égard des ouvrier.e.s migrant.e.s qui n'avaient pas un accès égal à un programme de primes des employés ; et (3) un cas en Chine, où l'engagement direct des affiliés avec une marque a conduit celle-ci à convaincre son sous-traitant d'accepter une enquête de suivi menée par la RBA.

Collaboration avec les syndicats

Nous avons commencé à travailler avec les syndicats pour soutenir le monitoring et la remédiation dans cinq pays. Dans certains pays, cela s'est produit de façon spontanée et dans d'autres (Indonésie, Malaisie, Philippines), nous avons dispensé une formation à notre méthodologie pour catalyser la collaboration. Le travail avec les syndicats en Malaisie, associé à l'engagement de l'industrie par l'intermédiaire de la RBA, a contribué à mettre fin à une campagne antisyndicale dans une usine de ce pays.

Contributions à d'autres initiatives

Electronics Watch est devenue membre du *Clean Electronics Production Network (CEPN)*, une organisation multipartite dédiée à l'élimination progressive des produits chimiques toxiques de l'électronique. Nous soutenons les efforts du CEPN pour piloter des comités d'usine qui permettent aux ouvrier.e.s d'avoir davantage voix au chapitre en ce qui concerne la santé et la sécurité au travail. En 2022, Electronics Watch [a préparé des recherches](#) pour le Global Electronics Council (GEC) sur la manière d'améliorer les critères de performance ESG de l'écolabel EPEAT. Deux membres du conseil d'administration et un affilié (LUPC) sont représentés au sein du comité technique du GEC chargé d'élaborer de nouveaux critères.

LE MONITORING POUR LE CHANGEMENT

Les exemples partagés par les partenaires de monitoring au cours de cette session ont mis en lumière certains défis communs à tous les pays et à tous les lieux de travail. Les principaux d'entre eux étaient le travail forcé, l'absence de liberté syndicale, la flexibilisation de la main-d'œuvre (par exemple, le passage à des contrats de travail temporaires plus informels), les questions de santé et de sécurité et l'insécurité de l'emploi. Par exemple, les panélistes ont insisté sur le fait que les heures supplémentaires forcées pour un salaire minimum devraient être considérées comme du travail forcé. Bon nombre d'expériences partagées ont mis en évidence des déséquilibres croissants de rapports de force entre les intérêts des ouvrier.e.s et ceux du secteur privé.

La discussion a porté en particulier sur la prévalence des modèles commerciaux qui dépendent du maintien des coûts de main-d'œuvre en dessous d'un niveau qui permettrait aux employeurs de remplir leurs obligations envers les ouvrier.e.s. Ces modèles, et les pratiques d'achat associées, encouragent les entreprises à accroître leur recours à la main d'œuvre contractuelle pour contourner la législation du travail en vigueur et à prendre des mesures pour empêcher les ouvrier.e.s de s'organiser de manière indépendante pour défendre leurs droits et intérêts.

Au Mexique comme en RDC, les syndicats jaunes entravent la capacité des ouvrier.e.s à s'organiser librement et de manière indépendante, la direction de l'usine achetant ou nommant des dirigeants syndicaux qui ne bouleversent pas le statu quo et négocient des « contrats de protection » qui profitent à l'entreprise. Aux Philippines, le droit syndical est effectivement interdit dans les zones économiques spéciales. Des dirigeants syndicaux et des défenseurs du droit du travail ont été la cible d'exécutions extrajudiciaires sous les régimes récents. Dans de nombreux pays riches en minéraux, le modèle minier coopératif constitue un système d'auto-exploitation. L'exploitation minière artisanale est courante dans les régions où l'investissement en capital nécessaire pour rendre une mine rentable est supérieur au rendement potentiel attendu par les investisseurs dans les grandes sociétés minières. En Bolivie, si les coopératives ne relèvent pas de la relation employeur-employé réglementée par la loi, les mineurs qui sont copropriétaires des coopératives ne peuvent pas bénéficier des protections normales du travail. Afin d'assurer une (maigre) rémunération pour leur travail, ils sont obligés de renoncer aux mesures de santé et de sécurité de base.

Les partenaires de monitoring ont également souligné les différences spécifiques au contexte dans la prévalence et la gravité des risques pour les ouvrier.e.s et les groupes les plus vulnérables d'entre eux. Par exemple, si les ouvrier.e.s migrant.e.s représentent une part importante de la main-d'œuvre de l'électronique en Hongrie et en Malaisie, leurs expériences d'exploitation sont tout à fait distinctes. En Malaisie, les ouvrier.e.s migrant.e.s sont souvent la cible de systèmes de recrutement trompeurs dans le cadre desquels des agences perçoivent des frais excessifs pour les recrutements et confisquent les documents d'identité des ouvrier.e.s. En Hongrie, les réfugiés vulnérables acceptent un travail contractuel mal rémunéré et peuvent dépendre de l'agent de recrutement pour leurs emplois, le logement et le transport. Le taux de rotation élevé des ouvrier.e.s en raison de contrats temporaires, du manque de solidarité entre les ouvrier.e.s migrant.e.s et la main d'œuvre locale et des barrières linguistiques sont des obstacles pour les ouvrier.e.s qui défendent leurs droits.

Les partenaires de monitoring ont également fait état de développements positifs, notamment la façon dont un meilleur accès à l'information peut autonomiser les ouvrier.e.s. Parmi ces réflexions, il y avait des exemples de la façon dont la sensibilisation des ouvrier.e.s à leurs droits et la manière de tirer parti de la législation nationale peuvent aider à renforcer leur capacité d'action et à accroître leur intérêt et leur engagement dans les syndicats. Les expériences de la Malaisie, du Mexique et de la RDC ont montré que des opportunités juridiques devaient être saisies et que des affaires judiciaires spécifiques avaient permis de remédier aux injustices. En Bolivie, le fait de fournir des informations sur la valeur marchande des minerais extraits par les ouvrier.e.s leur a permis de négocier avec les acheteurs et les intermédiaires.

SÉANCES EN PETITS GROUPES SUR LES NOUVEAUX PROGRAMMES

Programme pour les véhicules à faibles émissions (*Low Emission Vehicles - LEV*)

Cette séance a permis de faire le point sur le programme, y compris sa raison d'être, les progrès réalisés à ce jour et les plans pour l'avenir. Le programme triennal a été mis en place pour faire progresser l'approvisionnement durable de véhicules en tant que réponse systémique à la crise climatique en étendant le modèle d'impact d'Electronics Watch au secteur automobile. Il comporte quatre dimensions : le monitoring ayant pour moteur les ouvrier.e.s, le développement des capacités des acheteurs publics, l'engagement de l'industrie et l'engagement de la société civile. Jusqu'à présent, les activités programmatiques comprennent l'expansion du monitoring de l'organisation dans les secteurs des semi-conducteurs et des minéraux, ainsi que la consultation et l'enquête auprès des participants au programme afin de mieux comprendre les besoins, les pratiques d'achat de LEV et les structures d'approvisionnement. Les prochaines étapes comprennent l'élaboration et le test d'outils d'approvisionnement, le développement de l'expertise et des relations nécessaires pour élargir l'engagement de l'industrie au secteur des minéraux, l'ajout de l'extraction de lithium à la portée du monitoring et, provisoirement, l'assemblage de batteries en Chine, en Hongrie et en Pologne.

Les animateurs de la session ont interviewé des représentants de deux participants actuels, le conseil municipal de Barcelone et la Greater London Authority (GLA), sur leur intérêt et leurs attentes concernant le programme. Le conseil municipal de Barcelone espère que la participation au programme LEV aidera à répondre au plan d'atténuation du changement climatique de la ville et contribuer à atteindre des objectifs spécifiques liés au développement durable, ainsi qu'à alimenter sa stratégie d'innovation élargie. Pour GLA, cela offre l'occasion d'obtenir plus de transparence dans certaines parties de leurs chaînes d'approvisionnement LEV, d'impliquer d'autres parties prenantes, comme les opérateurs de bus, dans leur travail de diligence raisonnable, et de tirer parti à la fois de la stratégie d'infrastructure LEV de Londres et de la loi sur l'esclavage moderne pour atténuer les risques pour les droits humains et l'environnement.

Programme d'innovation

Cette session a présenté l'objectif du programme d'innovation, qui est d'explorer si et comment le modèle d'impact d'Electronics Watch pourrait être étendu à d'autres secteurs, et de solliciter des commentaires sur la possibilité de se développer dans le secteur alimentaire en particulier. Les participants sont convenus qu'il est nécessaire de tirer parti des marchés publics pour protéger les droits des ouvrier.e.s d'autres secteurs, et que les acheteurs publics bénéficieraient d'une organisation qui pourrait fournir l'expertise et les outils nécessaires pour les aider à exercer cet effet de levier. Cependant, les opinions divergeaient quant à savoir si Electronics Watch était la mieux placée pour remplir un tel rôle et, dans l'affirmative, comment et dans quels secteurs une telle expansion devrait se produire. De nombreux points ont été soulevés, mais certains des thèmes abordés les plus courants étaient :

- **L'effet de levier** : Autres secteurs/catégories dans lesquels Electronics Watch et ses affiliés ont un effet de levier important, basé sur le recouvrement des chaînes d'approvisionnement, des volumes d'achat, de la maturité syndicale et de la structure de l'industrie ;
- **Capacité de monitoring** : Dépend de la mesure dans laquelle les partenaires actuels de monitoring d'Electronics Watch sont capables et désireux d'effectuer des actions de monitoring dans d'autres secteurs/catégories ;
- **Structure** : Comment la composition des affiliés et la gouvernance d'Electronics Watch pourraient devoir changer à la suite de l'expansion ;
- **Rôle et valeur ajoutée** : Les avantages comparatifs d'Electronics Watch dans d'autres secteurs/catégories et la manière dont ceux-ci pourraient définir son rôle (par exemple, changer son rôle de praticien à celui de facilitateur de partenariats stratégiques) ;
- **Risques et avantages** : Les voies d'expansion qui offrent les plus grands avantages - aux ouvrier.e.s ainsi qu'aux affiliés - tout en minimisant les risques, et le coût d'opportunité de l'expansion par rapport à l'approfondissement ou à l'élargissement du travail dans et au-delà du secteur de l'électronique;
- **Ressources** : La capacité de générer les ressources nécessaires pour permettre l'expansion.

PÔLES D'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES

Ces discussions en petits groupes ont généré un large éventail d'idées et de solutions. Voici quelques-unes d'entre elles sans tenter de fournir un rapport exhaustif.

Répondre aux crises extérieures

Ce thème explore les défis que les crises externes peuvent poser aux acheteurs publics en ce qui concerne la poursuite d'achats responsables. Il examine les implications pour les différentes parties prenantes et leur travail, les besoins d'information et les délais d'intervention, ainsi que les opportunités inhérentes aux situations de crise.

- Les stratégies de gestion et d'atténuation des risques permettent une réponse rapide et efficace en cas de crise.
- Les besoins des détenteurs de droits devraient être au cœur des réponses, y compris la réparation de toute violation des droits.
- En préparant un plan de communication à l'avance, y compris l'information que vous devrez solliciter et transmettre aux différentes parties prenantes (p. ex., politiciens / cadres supérieurs, conseillers juridiques, partenaires régionaux, fournisseurs, grand public), le séquençage et le format de ces communications, vous vous assurez que vous êtes prêt.
- Cherchez une remédiation plutôt que d'abandonner le fournisseur en question. Vous perdez votre influence lorsque vous annulez le contrat et vous pouvez aggraver la situation des ouvriers.e.s.
- Réfléchissez aux clauses contractuelles à mettre en place pour vous assurer que vous disposez des preuves dont vous avez besoin pour répondre et que vous pouvez obliger votre fournisseur à y remédier.

Influence en interne

Ce thème a exploré les défis liés à la conduite de marchés publics socialement responsables au sein de sa propre organisation et la manière dont ils pourraient être abordés. Il a examiné la structure des équipes d'achat et les fonctions connexes, les pratiques de communication et les flux d'informations au sein des groupes et entre eux, les pratiques décisionnelles et les moyens de démontrer la pertinence des dimensions sociales de la durabilité en termes absolus et relatifs.

- Définissez le résultat souhaité et faites une feuille de route avec des étapes à court, moyen et long terme pour y parvenir.
- Faites une cartographie indiquant où les décisions sur les questions connexes sont prises et par qui. Évaluez ce qui motive ces parties prenantes internes.
- Réfléchissez à la façon de formuler la « demande » de différentes façons (p. ex., en termes de valeur, de risques, en tant qu'investissement), en fonction de leurs priorités.
- Identifiez les alliés et les champions parmi les parties prenantes internes. Employez le « miel » (c.-à-d. la flatterie, les occasions de contribuer) ou le « feu » (c.-à-d. les conséquences potentielles) pour inspirer leur engagement constructif.
- Réfléchissez à la manière dont les parties prenantes externes (par exemple, les politiciens, les étudiants, le personnel, les investisseurs, les acheteurs des accords-cadres, le grand public) pourraient accroître la pression sur les décideurs internes, et si et comment vous pouvez les sensibiliser pour leur donner les moyens de le faire.
- Identifiez et faites connaître les processus de changements passés qui ont réussi, y compris ceux relatifs à d'autres domaines (par exemple, l'environnement),
- Sensibilisez à l'interdépendance des aspects sociaux et environnementaux de la durabilité.

Divulgations

Ce thème a exploré les défis associés à la sollicitation et à l'utilisation des données de divulgations d'usine. Il a examiné l'importance de la transparence de la chaîne d'approvisionnement pour des achats responsables, le rôle des obligations contractuelles dans la facilitation des divulgations, les obstacles à l'obtention de données complètes et exactes et les approches visant à encourager une transparence accrue parmi les fournisseurs.

- Envisagez des clauses contractuelles qui exigent la mise à jour des renseignements sur la divulgation et qui permettent le partage des données divulguées aussi largement que possible (p. ex., tous les affiliés, les autres personnes qui achètent les mêmes produits) dans les limites des contraintes légales.
- Soyez un peu flexible sur les délais – il vaut mieux obtenir les divulgations d'usine tard que pas du tout.
- Utilisez les exigences de transparence comme incitation à la prolongation de l'accord-cadre ou du contrat avec les fournisseurs.
- Lorsque les incitatifs positifs ne fonctionnent pas, les pénalités en cas de non-conformité sont souvent efficaces.

Outils et méthodologies pour des achats responsables

Ce thème a exploré les outils et méthodologies pour des achats responsables allant au-delà de ceux fournis par l'affiliation à Electronics Watch. Il a examiné les besoins en matière d'achats responsables qui peuvent être satisfaits au moyen d'outils et de méthodes externes, l'ensemble des outils et des méthodes disponibles et leurs utilisations et limites respectives, la façon d'évaluer la crédibilité et la transparence de ces services et la façon de surmonter les lacunes et les déficiences inhérentes à l'information.

- Il est essentiel de former les équipes d'achat et les fournisseurs sur la pertinence des différents critères sociaux et conditions contractuelles, ainsi que sur le type de preuves nécessaires pour évaluer la conformité.
- *Ecovadis*, *EPEAT*, *TCO Certified* et divers calculateurs d'émissions sont couramment utilisés par les affiliés. Ceux-ci apportent de la valeur en vérifiant les exigences minimales en matière de diligence raisonnable, même s'ils sont moins utiles pour évaluer les risques liés au droit du travail, ou en gagnant du temps en agrégeant des données provenant de sources multiples. Ce qui différencie Electronics Watch de ceux-ci, c'est la perspective venant du « terrain » et leur propre influence sur les outils et services disponibles.
- Les critères d'attribution eux-mêmes peuvent être utilisés comme un outil pour façonner le marché, lorsque les critères sociaux représentent au moins 8% du total. Dans certains cas, l'IA pourrait être utilisée pour préparer des critères et évaluer les soumissionnaires.
- Des outils ou des méthodologies supplémentaires peuvent être nécessaires pour les catégories à risque élevé.
- L'utilisation d'une variété d'outils peut être utile lorsqu'ils répondent à des besoins différents, et elle envoie aux fournisseurs le message que la durabilité et la responsabilité sociale sont des priorités.
- Les classements sont attrayants pour les petites équipes d'approvisionnement aux ressources limitées, même si leur confiance dans le classement est faible. Il y a souvent un compromis entre le temps et la crédibilité.
- Un outil d'établissement des coûts, permettant d'évaluer le coût d'une diligence raisonnable efficace, aiderait à s'assurer que les ressources appropriées sont affectées à la mise en œuvre d'achats responsables.

Stratégies d'engagement des fournisseurs

Ce thème a exploré les défis liés à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies efficaces d'engagement des fournisseurs. Il a examiné comment établir un dialogue régulier, l'identification et la hiérarchisation des questions liées au développement durable, les procédures de suivi, la façon de créer un environnement qui encourage l'honnêteté, la transparence et l'amélioration continue, et les approches pour gérer l'engagement insatisfaisant des fournisseurs.

Dialogue avec les fournisseurs

- Envisagez de vous associer à d'autres acheteurs publics qui ont les mêmes fournisseurs pour augmenter l'effet de levier.
- Des réunions régulières aident à aborder les problèmes systémiques, y compris les droits humains. La conversation devrait être basée sur des faits.
- Il est préférable d'avoir un format interactif qui facilite la résolution conjointe de problèmes.
- Soyez ouvert à la discussion relative à l'objet et à la justification des conditions contractuelles et des défis auxquels les fournisseurs sont confrontés dans leur mise en œuvre. Le dialogue devrait renforcer la confiance entre les deux parties.
- Montrez comment les rapports de monitoring d'Electronics Watch sont une ressource de diligence raisonnable pour vos fournisseurs, plutôt qu'un passif. Insistez sur la nécessité d'une amélioration continue.

Sourcing et consultations préalables des soumissionnaires potentiels

- Il est important de comprendre que les représentants locaux qui participent à ces réunions peuvent ne pas avoir les connaissances ou le pouvoir d'influencer les contrats.
- Lorsque vous insistez pour une plus grande transparence requise dans un appel d'offres à venir, discutez du calendrier et, pour les marchés moins matures, demandez aux fournisseurs de réfléchir à ce dont ils ont besoin pour en planifier l'exécution. Mentionnez qu'Electronics Watch peut fournir une formation aux fournisseurs après l'attribution du marché, si cela est utile. Essayez de comprendre quels outils et sources de preuves les fournisseurs utilisent pour comprendre les risques dans leurs chaînes d'approvisionnement.
- Vous pouvez utiliser les événements relatifs aux consultations préalables pour sonder les fournisseurs sur d'autres questions, comme la volonté d'impliquer les syndicats dans la remédiation des violations des droits. Essayez d'évaluer les questions pour lesquelles il y a suffisamment de motivation et de maturité pour établir des attentes nouvelles ou plus strictes.

CONCLUSION

Nous invitons tous les participants à poursuivre leur réflexion sur les thèmes explorés lors de l'événement et à partager leurs idées. Nous espérons que tous les affiliés, partenaires de monitoring et membres du conseil d'administration pourront se joindre à nous lors de la conférence annuelle 2023 d'Electronics Watch. Les informations sur les dates et le lieu seront bientôt disponibles !